



Numéro PPQ/

jeudi 13 octobre 2016

Les grands titres:

- Journée de prévention des catastrophes : l'ONU appelle à améliorer la résilience des sociétés
- L'Assemblée générale choisit officiellement António Guterres pour le poste de Secrétaire général
- Le HCR condamne la violence croissante contre les civils en République centrafricaine
- Tuberculose : les mesures pour mettre fin à l'épidémie sont insuffisantes, selon l'OMS
- Décès du Roi de Thaïlande : Ban Ki-moon présente ses condoléances au pays
- Burundi : l'envoyé de l'ONU encourage les acteurs concernés à trouver une issue pacifique à la crise politique
- Haïti : les agences onusiennes s'efforcent de prévenir une flambée du choléra après Matthew
- Daech, sous pression militaire, n'en reste pas moins une menace, selon l'ONU

Journée de prévention des catastrophes : l'ONU appelle à améliorer la résilience des sociétés



Des gens traversent une rivière en crue à l'aide de cordes après qu'un pont a été emporté à cause du cyclone Matthew en Haïti. Photo Logan Abassi ONU/MINUSTAH

13 octobre - A l'occasion de la Journée internationale de la prévention des catastrophes, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a demandé jeudi aux gouvernements de collaborer avec la société civile et le secteur privé pour gérer non seulement les catastrophes, mais aussi les risques de catastrophe, en privilégiant une culture de la prévention, plutôt que de la réaction, et en améliorant la résilience des sociétés grâce à la limitation du nombre de pertes humaines.

L'année dernière, les gouvernements ont adopté le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe et intégré ses objectifs au Programme de développement durable à l'horizon 2030 qui a été adopté en septembre 2015 par les Etats membres des Nations Unies.

« Nous lançons aujourd'hui la 'Campagne Sendai Sept - 7 objectifs, 7 années', qui met l'accent sur la manière dont nous pouvons tous contribuer à la réduction des pertes causées par les catastrophes. Cette année, l'objectif est de faire reculer le nombre de pertes humaines », a dit M. Ban dans un message.

« S'il est toujours possible de remplacer des biens matériels, chaque personne est irremplaçable. Je suis toujours consterné par le nombre de morts lors des catastrophes. À chaque fois, ce sont les pauvres et les personnes vulnérables qui sont les premières victimes », a-t-il souligné.

Le chef de l'ONU a rappelé qu'à l'heure actuelle, des centaines de millions de personnes sont menacées par la montée des eaux, les tremblements de terre, la sécheresse, la canicule, les inondations et les tempêtes. Elles vivent sur des terres marginales, entre des terrains en pente instables ou sur des côtes exposées aux tempêtes.

« C'est pourquoi l'éradication de la pauvreté extrême, le premier des 17 objectifs de développement durable, revêt une importance essentielle pour réduire les risques de catastrophe », a dit Ban Ki-moon.

Dans un rapport intitulé « Poverty & Death: Disaster Mortality 1996-2015 » et publié jeudi, le Bureau des Nations Unies pour la prévention des catastrophes (UNISDR) condamne le rôle joué par les inégalités.

D'après ce rapport, une analyse de vingt années de données sur 7.056 catastrophes, au cours desquelles 1,35 million de personnes sont mortes, montre que les séismes et les tsunamis sont les plus meurtriers dans l'ensemble, suivis de près par les catastrophes liées au climat.

L'analyse constate également que 90% des décès en cas de catastrophe surviennent dans les pays à revenu faible et moyen.

« Si les catastrophes imposent un lourd tribut économique aux pays à revenu élevé, c'est de leur vie que doivent payer les habitants des pays à faible revenu », a déclaré le chef de l'ONU.

L'Assemblée générale choisit officiellement António Guterres pour le poste de Secrétaire général



Le Secrétaire général désigné António Guterres devant l'Assemblée générale des Nations Unies le 13 octobre 2016. Photo ONU/Amanda Voisard

13 octobre - Suivant la recommandation du Conseil de sécurité, l'Assemblée générale des Nations Unies a officiellement choisi jeudi le Portugais António Guterres pour occuper le poste de Secrétaire général de l'Organisation à partir du 1er janvier 2017 pour un mandat de cinq ans.

Cette confirmation s'est faite par acclamation.

Agé de 67 ans, M. Guterres a été le Premier ministre du Portugal de 1995 à 2002 et le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés de juin 2005 à décembre 2015.

S'exprimant devant l'Assemblée générale après sa désignation par acclamation, il a déclaré qu'il accueillait cette décision avec « gratitude et humilité » mais aussi avec « un profond sens des responsabilités ».

« Je suis pleinement conscient des défis auxquels est confrontée l'ONU et des limites contraignant le Secrétaire général. Les problèmes dramatiques du monde complexe d'aujourd'hui ne peuvent inspirer qu'une approche humble, celle où le Secrétaire général à lui seul ne possède pas toutes les réponses, ni cherche à imposer son point de vue; celle où le Secrétaire général propose ses bons offices, travaillant comme un rassembleur, un médiateur, un pont et un honnête courtier pour aider à trouver des solutions qui profitent à tout le monde », a-t-il dit dans un discours.

« Je crois à l'Organisation des Nations Unies parce que je crois aux valeurs universelles qu'elle défend : la paix, la justice, la dignité humaine, la tolérance et la solidarité. Sur la base de ces valeurs, je crois que la diversité sous toutes ses formes est un formidable atout, et non pas une menace; que dans les sociétés qui sont de plus en plus multi-ethniques, multiculturelles et multi-religieuses, la diversité peut nous rassembler et non nous séparer », a-t-il ajouté.

M. Guterres va succéder à l'actuel Secrétaire général, le Sud-Coréen Ban Ki-moon, qui occupe ce poste depuis bientôt 10 ans.

Lors de cette réunion plénière de l'Assemblée générale, Ban Ki-moon a félicité son

successeur désigné.

« M. Guterres apporte une expérience politique profonde et solide, y compris ses deux mandats en tant que Premier ministre du Portugal. Ses instincts politiques sont ceux des Nations Unies, la coopération pour le bien commun et la responsabilité partagée envers les gens et la planète. Il reconnaît l'importance cruciale de l'autonomisation des femmes », a-t-il dit dans un discours.

Le Conseil de sécurité de l'ONU avait transmis sa recommandation à l'Assemblée générale le 6 octobre après avoir choisi par acclamation M. Guterres.

Outre M. Guterres, douze autres candidats étaient en lice pour remplacer l'actuel Secrétaire général. Trois candidats avaient retiré leur candidature.

Les candidats ont tous pris part à des dialogues informels publics organisés par l'Assemblée générale, une nouveauté dans le processus de sélection du Secrétaire général de l'ONU.

L'actuel Secrétaire général a félicité les États membres « non seulement pour leur choix, mais pour la façon dont ils ont procédé ». « Les audiences publiques organisées pour la première fois dans le cadre de la sélection d'un Secrétaire général ont ouvert le processus au reste du monde », a dit M. Ban.

« Plusieurs femmes et hommes très qualifiés ont pu partager leur vision et répondre aux questions de la communauté diplomatique et de la société civile. Ces nouvelles mesures ont établi une nouvelle référence d'ouverture et d'engagement », a-t-il ajouté.

Le Président de l'Assemblée générale des Nations Unies, Peter Thomson, a aussi félicité M. Guterres, « considéré comme le meilleur candidat à l'issue de ce processus historiquement rigoureux et complet ».

« Je suis convaincu que M. Guterres servira la communauté mondiale avec dévouement, avec autorité morale, et en étant la voix de notre conscience collective et de l'humanité, tout au long de son mandat », a-t-il ajouté.

Le HCR condamne la violence croissante contre les civils en République centrafricaine



Dans l'enclave musulmane de PK5 à Bangui, en République centrafricaine, une petite fille dans l'école de Koudougou. Photo UNICEF/UN08040/Le Du

13 octobre - Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a condamné jeudi les attaques contre des civils en République centrafricaine (RCA), où des affrontements entre groupes rivaux ont forcé des milliers de personnes à fuir leurs domiciles et perturbé les opérations d'assistance humanitaire.

Le HCR « condamne fermement les attaques contre des civils qui entravent sérieusement la livraison d'une aide humanitaire d'urgence aux populations dans le besoin », a déclaré le représentant de l'agence onusienne pour le pays, Kouassi Lazare Etien, dans un communiqué de presse.

Au cours du mois écoulé, les combats entre les miliciens ex-Séléka et les combattants anti-Balaka ont affecté les régions occidentale, orientale et centrale du pays et la capitale, Bangui, selon la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA).

Selon la Mission, au moins 11 personnes ont été tuées et 22 blessées lors d'affrontements qui ont suivi l'assassinat d'un officier de l'armée le 4 octobre, et 14 personnes sont toujours portées disparues.

La MINUSCA a également indiqué que 150 personnes ont fui leurs maisons et 35 familles ont trouvé refuge dans la capitale, Bangui.

Lors d'un autre incident violent dans le nord-ouest du pays mardi, 30 personnes ont cherché refuge dans le camp de Cambatt à l'entrée sud de la ville de Kouï, tandis que 130 autres ont cherché refuge dans le camp de Gabbatt au nord.

« Les activités de groupes armés engendrent de l'insécurité et provoquent des mouvements de population. Les personnes déplacées ont perpétuellement besoin de nourriture, d'ustensiles, de médicaments et d'un accès à l'éducation », a déclaré M. Etien.

Le HCR s'est dit particulièrement inquiet de l'insécurité croissante dans la préfecture orientale du Haut-Mboumou, qui abrite 2.748 réfugiés congolais à Zemio, 1.057 Congolais à Obo, ainsi que 4.222 réfugiés sud-soudanais à Bambouti.

Tuberculose : les mesures pour mettre fin à l'épidémie sont insuffisantes, selon l'OMS



Une machine permettant à des employés de la prison de Pollsmoor, en Afrique du Sud, de vérifier si les prisonniers sont atteints de tuberculose. Photo Fonds mondial/John Rae

13 octobre - Les actions et les investissements engagés au niveau mondial pour mettre fin à l'épidémie de tuberculose sont très loin d'être suffisants, selon de nouvelles données publiées jeudi par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS).

Les gouvernements ont convenu d'objectifs pour mettre fin à l'épidémie de tuberculose lors de l'Assemblée mondiale de la Santé et de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies dans le contexte des objectifs de développement durable. Il s'agit notamment de réduire de 90% les décès dus à la tuberculose et de réduire de 80% les cas de cette maladie d'ici à 2030, par rapport aux chiffres de 2015.

« Nous sommes confrontés à une tâche ardue pour atteindre les objectifs mondiaux dans le domaine de la tuberculose », a dit la Directrice générale de l'OMS, Dr Margaret Chan. « Il faut amplifier massivement les actions, ou bien les pays continueront de rester à la traîne face à cette épidémie meurtrière et nous passerons à côté de ces objectifs ambitieux ».

Le « Rapport 2016 sur la lutte contre la tuberculose dans le monde » souligne les inégalités considérables qui existent entre les pays pour permettre aux personnes atteintes de tuberculose d'accéder à un diagnostic et des traitements d'un bon rapport coût/efficacité, qui puissent accélérer le rythme de la régression de la maladie au niveau mondial. Ce rapport met également en avant la nécessité d'un engagement politique énergique et d'un accroissement des financements.

Si l'action déployée pour faire face à la tuberculose a permis de sauver plus de 3 millions de vies en 2015, le rapport montre que la charge de la tuberculose est en fait supérieure à ce que l'on avait prévu comme en témoignent de nouvelles données d'enquête et de surveillance concernant l'Inde.

En 2015, on a enregistré, d'après les estimations, 10,4 millions de nouveaux cas de tuberculose à travers le monde. Six pays représentaient 60% de la charge totale, l'Inde étant la plus touchée, suivie par l'Indonésie, la Chine, le Nigéria, le Pakistan et l'Afrique du Sud.

Selon les estimations, 1,8 million de personnes sont mortes de la tuberculose en 2015, dont 0,4 million étaient co-infectées par le VIH. Bien que le nombre de décès par tuberculose au niveau mondial ait reculé de 22% entre 2000 et 2015, cette maladie représentait l'une des 10 premières causes de décès dans le monde en 2015, soit un nombre plus élevé que le VIH et le paludisme.

Les lacunes dans le dépistage de la tuberculose et la déclaration des nouveaux cas demeurent un problème majeur. Sur les 10,4 millions de nouveaux cas, selon les estimations, seul 6,1 millions ont été détectés et officiellement notifiés en 2015, ce qui veut dire que 4,3 millions de cas ne l'ont pas été. Cet écart s'explique par la sous notification des cas de tuberculose, surtout dans les pays dotés d'un large secteur privé non réglementé, et par l'insuffisance du diagnostic dans les pays où des obstacles majeurs entravent l'accès aux soins.

En outre, le taux de réduction des cas de tuberculose est demeuré inchangé – à 1,5% – de 2014 à 2015. Ce taux doit progresser en vue d'atteindre 4% à 5% d'ici à 2020, pour franchir la première étape de la 'Stratégie Halte à la tuberculose' approuvée par l'Assemblée mondiale de la Santé.

La tuberculose multirésistante continue de constituer une crise de santé publique. L'OMS estime que 480.000 personnes ont contracté une forme multirésistante de tuberculose en 2015. Trois pays supportent la charge principale de cette maladie, l'Inde, la Chine et la Fédération de Russie, qui représentent ensemble près de la moitié la totalité des cas enregistrés au niveau mondial.

La lutte contre la tuberculose multirésistante continue de pâtir des lacunes en matière de dépistage et de traitement. En 2015, seul un patient sur cinq pouvant nouvellement bénéficier d'un traitement de seconde intention y a eu accès. Les taux de guérison – 52% – demeurent faibles sur le plan mondial.

En ce qui concerne les investissements destinés à la prévention et au traitement de la tuberculose dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, il manque pratiquement 2 milliards de dollars sur les 8,3 milliards nécessaires en 2016. Ce déficit s'aggraverait pour atteindre 6 milliards de dollars d'ici à 2020 si les niveaux actuels de financement n'augmentent pas.

Décès du Roi de Thaïlande : Ban Ki-moon présente ses condoléances au pays



Bangkok, Thailand. Photo: CESAP

13 octobre - Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a présenté jeudi ses sincères condoléances à la famille royale, au gouvernement et à la population de Thaïlande à la suite du décès du Roi Bhumibol Adulyadej.

Selon la presse, le Roi est décédé jeudi 13 octobre à l'âge de 88 ans après un long règne de 66 ans. Une période de deuil d'un an a été décrétée. Le prince héritier, Maha Vajiralongkorn, âgé de 64 ans, doit succéder à son père.

« Le Secrétaire général souligne le dévouement du Roi Bhumibol envers son pays et son héritage en tant que dirigeant national unificateur. Il était vénéré par la population de Thaïlande et très respecté à l'échelle internationale », a dit le porte-parole du Secrétaire général dans une déclaration de presse.

En reconnaissance de ses efforts, le Roi avait reçu un prix par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) en 2006.

« Le Secrétaire général souhaite que la Thaïlande continue d'honorer l'héritage du Roi Bhumibol s'agissant de l'engagement envers les valeurs universelles et de respecter les droits de l'homme », a ajouté le porte-parole.

Burundi : l'envoyé de l'ONU encourage les acteurs concernés à trouver une issue pacifique à la crise politique



Le Conseiller spécial Jamal Benomar. Photo ONU/Eskinder Debebe

13 octobre - Le Conseiller spécial du Secrétaire général pour la prévention des conflits (y compris au Burundi), Jamal Benomar, s'est dit jeudi persuadé que les Burundais peuvent trouver une issue pacifique à la crise politique qui secoue le pays depuis plus d'un an.

Lors de consultations, M. Benomar a informé le Conseil de sécurité de l'ONU sur l'état d'application de la résolution 2303, adoptée le 29 juillet 2016.

« Je viens d'informer le Conseil de sécurité sur l'état d'application de la résolution 2303. Comme vous le savez, le gouvernement du Burundi avait rejeté les dispositions clés de la résolution peu après son adoption », a dit le Conseiller spécial devant presse à l'issue de ces consultations à huis-clos.

« Les membres du Conseil m'ont chargé de me rendre au Burundi pour rencontrer le gouvernement, m'enquérir de ses positions et de ses préoccupations, expliquer les points de vue du Conseil et clarifier nos objectifs. Je tiens à mener des consultations constructives avec le gouvernement afin de définir le meilleur moyen d'aller de l'avant de façon consensuelle », a-t-il ajouté.

Selon lui, ce qui a commencé comme une crise politique ne peut être résolu que par des moyens politiques. « Les Burundais l'ont prouvé eux-mêmes quand, il y a une décennie de cela, ils ont émergé d'une longue guerre civile qui a fait des centaines de milliers de morts et de déplacés », a-t-il rappelé.

« Avec le soutien de la région et de la communauté internationale, les acteurs burundais ont travaillé ensemble pour parvenir à un accord qui a fourni une base solide pour un futur stable. Au cours des années suivantes, le Burundi a fait de grands pas sur le chemin de la paix et du développement. De par ses contributions importantes aux missions de maintien de la paix de l'ONU et de l'Union Africaine, le Burundi a aidé d'autres pays à retrouver la stabilité », a noté M. Benomar.

Selon lui, « le futur du Burundi est entièrement entre les mains des Burundais ». « Je suis confiant qu'avec volonté politique et leadership, et grâce au dialogue et au compromis, les Burundais peuvent trouver une issue pacifique à cette crise », a-t-il conclu.

Fin septembre, le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies a adopté une résolution dans laquelle il a décidé d'établir pour une période d'un an une commission chargée de mener une enquête approfondie sur les violations des droits de l'homme commises au Burundi depuis 2015.

Une semaine auparavant, les trois experts de l'Enquête indépendante des Nations Unies sur le Burundi avaient rendu public leur rapport qui dénonçait des « violations généralisées et systémiques » des droits de l'homme dans ce pays. Ils avaient réclamé la mise en place immédiate d'une commission d'enquête internationale.

Haïti : les agences onusiennes s'efforcent de prévenir une flambée du choléra après Matthew



La ville de Jérémie, en Haïti, après le cyclone Matthew.
Photo MINUSTAH

13 octobre - Alors que des flambées de choléra ont été signalées en divers endroits en Haïti à la suite des destructions causées par le cyclone Matthew, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et sa branche régionale (PAHO) ont déployé des équipes sur le terrain pour répondre à la situation sanitaire et empêcher que la situation ne prenne des proportions épidémiques.

Des experts de l'OMS et de PAHO ont été déployés pour appuyer les efforts du gouvernement haïtien contre le choléra, a précisé l'OMS dans un communiqué de presse.

« Nous sommes très préoccupés par une épidémie de choléra, et c'est pourquoi le Ministère de la santé, avec notre aide, prend toutes les mesures possibles pour éviter que cela ne se produise », a déclaré Jean Luc Poncelet, Représentant de l'OMS/PAHO en Haïti. « Avant l'ouragan, [Haïti] avait de graves problèmes d'accès à la santé, à l'eau et à l'assainissement, et des cas de choléra. Quand l'alimentation en eau est interrompue, les cas de choléra augmentent ».

Selon l'OMS, plus de 1,3 million d'Haïtiens ont été touchés par l'ouragan et la plupart des hôpitaux du pays ont subi des dégâts majeurs - au moins 100 établissements de santé ne fonctionnent plus.

Face à cette situation, l'OMS et PAHO ont envoyé des kits contre le choléra, contenant des solutions de réhydratation orale, des cathéters et des traitements pour la chloration de l'eau afin d'aider les patients souffrant de diarrhée aiguë et de choléra.

De son côté, le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté jeudi à l'unanimité de ses membres une résolution prorogeant le mandat de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH) pour six mois, soit jusqu'au 15 avril 2017. L'effectif actuellement autorisé de personnel en tenue de la Mission, à savoir 2.370 militaires et 2.601 policiers, est maintenu.

Par cette résolution, le Conseil charge, en outre, le Secrétaire général de mener une mission d'évaluation stratégique de la situation en Haïti d'ici au 15 avril 2017 et de formuler, dans un rapport, ses recommandations sur la présence future de l'ONU en Haïti. Sur la base de ce rapport, le Conseil étudiera « la possibilité d'un retrait de la MINUSTAH et d'une transition vers la mise en place d'une autre présence des Nations Unies à compter du 15 avril 2017 ».

La reconfiguration de la force dépendra de la situation sécuritaire afin de doter la MINUSTAH et la Police nationale d'Haïti des capacités à assurer la sécurité du processus électoral en cours, précise le Conseil de sécurité. En raison des irrégularités ayant entaché les élections de 2015, Haïti est en effet engagé dans un processus de vérification de ces élections, avec, notamment, la réorganisation du premier tour du scrutin présidentiel qui aurait dû avoir lieu le 9 octobre 2016.

Comme le note la résolution 2313 (2016), cette date a été reportée en raison de l'ouragan Matthew qui a frappé le pays début octobre. Le calendrier fixait également à cette date la réorganisation d'une partie des élections législatives, ainsi que le premier tour des élections visant à remplacer le tiers des sénateurs dont le mandat arrive à échéance en 2017. En vertu de la Constitution haïtienne,

L'entrée en fonctions d'un nouveau Président élu est prévue le 7 février 2017.

À ce sujet, le Conseil de sécurité demande aux acteurs politiques haïtiens de collaborer dans l'intérêt du peuple haïtien et d'unir leurs forces en vue du rétablissement de l'ordre constitutionnel. À cette fin, ils devront assurer la tenue d'élections « libres, régulières, ouvertes à tous et transparentes », précise-t-il. Il est essentiel, estime-t-il, que les dirigeants politiques trouvent des compromis pour garantir les acquis de ces dernières années.

Il est essentiel que le gouvernement haïtien et ses partenaires internationaux renforcent la Police nationale d'Haïti pour que, d'ici à la fin 2017, celle-ci soit dotée d'un effectif minimum de 15.000 agents pleinement opérationnels. « Le renforcement des capacités de la Police nationale est l'une des tâches les plus cruciales de la MINUSTAH », réaffirme le Conseil.

Daech, sous pression militaire, n'en reste pas moins une menace, selon l'ONU



Le Secrétaire général adjoint de l'ONU pour les affaires politiques, Jeffrey Feltman, devant le Conseil de sécurité en février 2016. Photo ONU/Manuel Elias

13 octobre - L'État islamique d'Iraq et du Levant (Daech) et ses alliés continuent de subir d'importants revers militaires, mettant à rude épreuve leur capacité à garder le contrôle de territoires, à obtenir des fonds ou à maintenir des structures 'gouvernementales', a déclaré jeudi le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, Jeffrey Feltman.

« Daech s'efforce de s'adapter à la nouvelle réalité, intensifiant ses activités de levée 'd'impôts' et d'extorsion pour compenser ses pertes de revenus tirés de la vente de pétrole », a expliqué M. Feltman, lors d'un exposé devant les membres du Conseil de sécurité de l'ONU. Mais en Iraq et en Syrie, son succès précédent pour contrôler des territoires et fonctionner comme un quasi-État a été considérablement compromis grâce aux efforts conjoints de plusieurs États.

Toutefois, a nuancé M. Feltman, l'organisation terroriste continue de faire peser une menace grave en cherchant à se diversifier. Si Daech et les entités qui lui sont associées continuent de se livrer concurrence au niveau stratégique, elles coopèrent parfois sur les plans tactique et opérationnel.

« La pression militaire actuellement exercée sur Daech en Iraq et en Syrie a entraîné une augmentation du nombre de combattants terroristes étrangers de retour dans leur pays, en particulier en Europe et au Maghreb, ce qui présente de nouvelles difficultés pour les États Membres. Le groupe a réagi à la pression militaire en augmentant le nombre d'attaques dirigées et facilitées depuis l'étranger et en recourant à des tactiques plus meurtrières », a constaté le Secrétaire général adjoint.

Des attaques de plus en plus complexes et presque simultanées dans différents pays, perpétrées lors d'opérations de grande ampleur ou par des cellules terroristes individuelles ou de petite taille dirigées ou inspirées par Daech, ont eu un impact significatif au cours du dernier trimestre, a-t-il encore relevé.

M. Feltman a regretté que la coopération internationale contre le terrorisme ne soit toujours pas à la hauteur du danger posé par Daech, organisation en perpétuelle évolution. Outre des mesures militaires, sécuritaires et d'application des lois, des « actions préventives » sur les causes profondes de l'extrémisme violent sont nécessaires, a-t-il insisté.

En appelant à leur volonté politique, le Secrétaire général adjoint a encouragé les

États Membres à mobiliser davantage de « ressources financières et techniques » en vue de répondre aux exigences croissantes des programmes de lutte antiterroriste et de prévention de l'extrémisme violent et de mettre en œuvre les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale.

C'est d'autant plus nécessaire à l'heure où Daech maintient sa présence dans le cyberspace, en s'appuyant sur des groupes fermés, des systèmes de messagerie cryptés et le « Web caché » pour recruter et disséminer sa propagande.